

Paris, le 14 octobre 2022

Résultats semestriels 2022

Le Conseil d'administration de la CADES s'est réuni le 5 octobre 2022 sous la présidence de M. Jean-Louis Rey et a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 2022.

Éléments significatifs du résultat au 30 juin 2022

Au 30 juin, en milliards d'€	S1 2022	S1 2021
Produit net de la ressource	9,6	8,9
Charges	-0,5	-0,7
Résultat	9,1	8,2

214,5 milliards d'euros de dettes sociales amorties depuis 1996

Les ressources de la CADES s'établissent à 9,6 milliards d'euros ; le montant net des charges d'intérêts est de 0,5 milliard d'euros.

Le résultat de 9,1 milliards d'euros, dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette sociale, permet à la CADES de poursuivre la mission que lui a confiée le Parlement.

Au 30 juin 2022, 214,5 milliards d'euros ont été amortis sur les 360,5 milliards d'euros de dette sociale repris à cette date, depuis 1996.

29 milliards d'euros levés à date à moyen et long terme

Depuis le début de l'année 2022, la CADES a levé 29 milliards d'euros de dettes à moyen et long-terme sur les marchés des capitaux dans le cadre des opérations de reprise de dette d'un montant de 40 milliards d'euros programmées d'ici la fin de l'année 2022. Le programme déjà réalisé à date se décompose de la manière suivante :

- 5 emprunts de référence en euros, sous la forme d'émissions sociales, pour un montant total de 21 milliards d'euros, de maturités entre 5 et 10 ans ;
- 2 emprunts de référence en dollars, sous la forme d'émissions sociales, pour un montant total équivalent à 5,9 milliards d'euros, de maturités entre 3 et 10 ans ;
- 3 emprunts de diversification intégrant une augmentation de souche et deux placements privés pour un montant total de 2,1 milliards d'euros.

A propos de la CADES

Créée en janvier 1996 par le gouvernement français, la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale a pour mission de financer et d'amortir la dette sociale en France par l'émission d'emprunts obligataires à court, moyen et long terme sur les marchés de capitaux internationaux.

Pour mener à bien sa mission, des ressources régulières lui sont assurées par la population française pour le paiement des intérêts et pour l'amortissement de la dette.

Placée sous la tutelle du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministre de la santé et de la prévention, la CADES exerce sa mission sous le contrôle du Parlement et du Conseil Constitutionnel.

La liaison de la CADES avec la sphère sociale est assurée par un conseil d'administration et un comité de surveillance qui comprend notamment quatre parlementaires.

Forte de la mission confiée par le Parlement, la CADES s'inscrit comme l'un des maillons essentiels dans la maîtrise et la réduction de la dette sociale en France en s'appuyant sur des mécanismes de financement et d'amortissement efficaces et éprouvés.

Depuis le 1^{er} octobre 2017, les équipes de la CADES et de l'AFT (Agence France Trésor) se sont rapprochées afin de constituer un pôle d'excellence dans l'émission de titres publics français. Dans ce cadre, la CADES a confié à l'AFT la responsabilité opérationnelle de ses activités de financement. La CADES est maintenue en tant qu'entité indépendante garantissant l'effectivité du principe de cantonnement et d'amortissement de la dette sociale, conservant les prérogatives de son président exécutif, du conseil d'administration et de son comité de surveillance. L'AFT agit au nom et pour le compte de la CADES en utilisant ses personnels qu'elle lui a mis à disposition.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr

AVERTISSEMENT

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District of Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.

Contact CADES

Geneviève GAUTHEY
Secrétaire générale
Tél. : 01 40 04 15 41
genevieve.gauthey@cades.fr

Contact ACTIFIN

Relations presse
Isabelle DRAY
01 56 88 11 29
idray@actifin.fr
Alexandre COMMEROT
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr